

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Municipalité régionale de comté de La Vallée-de-la-Gatineau | AR830 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Joanie Courchaine, suis responsable de la préparation du Rapport financier de Municipalité régionale de comté de La Vallée-de-la-Gatineau pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 et atteste de sa véracité.

Signature _____ Date 18 juin 2024

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	25
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	26
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	27
Charges par objets	28
Fonds local d'investissement	29
Fonds local de solidarité	31
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	32
Excédent (déficit) accumulé	33
Avantages sociaux futurs	37

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	43
Analyse des charges	53

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de la
Municipalité régionale de comté de la Vallée-de-la-Gatineau

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Municipalité régionale de comté de la Vallée-de-la-Gatineau (ci-après « la municipalité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2023 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans le paragraphe de fondement de l'opinion avec réserve, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la municipalité au 31 décembre 2023 ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

Comme l'explique la Note 2, la municipalité n'a pas consolidé selon la méthode de consolidation proportionnelle les états financiers de l'organisme Connexion fibre Picanoc parce qu'il n'a pas encore été en mesure d'obtenir les états financiers audités en temps opportun et de déterminer les justes valeurs de certains des actifs et des passifs significatifs, ainsi que des résultats d'exploitation. Si l'organisme Connexion fibre Picanoc avait été consolidé, cela aurait eu une incidence significative sur de nombreux éléments des états financiers ci-joints. Les incidences de la non-consolidation sur les états financiers n'ont pas été déterminées.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion avec réserve.

Observation - informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la municipalité inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S23-1, S23-2 et S23-3, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la municipalité ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la municipalité à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Dignard Thibault CPA Inc.
Par Simon Thibault, CPA auditeur
Val-des-Monts, Québec
Le 18 juin 2024

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalizations	
		2023	2023	2022 Redressé note 23
Revenus				
Taxes	1			
Compensations tenant lieu de taxes	2			
Quotes-parts	3	5 602 596	5 571 994	4 982 143
Transferts	4	4 759 184	6 679 690	5 592 602
Services rendus	5	3 106 241	2 928 404	3 144 689
Imposition de droits	6			
Amendes et pénalités	7			
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	25 000	359 041	154 982
Autres revenus	10		1 165	12 758
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	13 493 021	15 540 294	13 887 174
Charges				
Administration générale	14	3 138 101	2 989 999	3 036 427
Sécurité publique	15	211 201	258 142	257 537
Transport	16	684 633	1 041 678	639 235
Hygiène du milieu	17	3 446 629	4 186 021	3 618 034
Santé et bien-être	18	350 000	426 355	408 622
Aménagement, urbanisme et développement	19	4 423 634	3 227 612	2 454 717
Loisirs et culture	20	324 875	509 402	439 225
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	305 694	500 132	292 993
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	12 884 767	13 139 341	11 146 790
Excédent (déficit) de l'exercice	25	608 254	2 400 953	2 740 384
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		5 809 958	3 369 923
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27		300 349	
Solde redressé	28		6 110 307	3 369 923
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		8 511 260	6 110 307

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022 Redressé note 23
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	9 008 175	5 467 751
Débiteurs (note 5)	2	3 612 013	2 893 829
Prêts (note 6)	3	1 550 592	1 549 152
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5	96 783	96 783
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	14 267 563	10 007 515
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	(704)	5 057 431
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	2 674 592	1 776 294
Revenus reportés (note 11)	12	6 507 749	4 477 386
Dette à long terme (note 12)	13	11 276 215	6 615 493
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	20 457 852	17 926 604
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(6 190 289)	(7 919 089)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	14 656 744	13 964 179
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20		
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	44 805	65 217
	23	14 701 549	14 029 396
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	8 511 260	6 110 307
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	8 511 260	6 110 307
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	8 511 260	6 110 307
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalisations	
		2023	2023	2022 Redressé note 23
Excédent (déficit) de l'exercice	1	608 254	2 400 953	2 740 384
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)	1 632 307)	3 710 829)
Produit de cession	3			
Amortissement	4		939 742	905 073
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(692 565)	(2 805 756)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10			
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		20 412	(18 533)
	13		20 412	(18 533)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	608 254	1 728 800	(83 905)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(8 219 438)	(7 835 184)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18		300 349	
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(7 919 089)	(7 835 184)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(6 190 289)	(7 919 089)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022 Redressé note 23
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 400 953	2 740 384
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	939 742	905 073
Autres			
▪	3.1		
	4	3 340 695	3 645 457
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	(718 184)	(1 406 042)
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	898 298	(316 496)
Revenus reportés	8	2 030 363	(1 128 671)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10		
Stocks de fournitures	11		
Autres actifs non financiers	12	20 412	(18 533)
	13	5 571 584	775 715
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14	(1 632 307)	(3 710 829)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15		
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(1 632 307)	(3 710 829)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19	(140 000)	(343 352)
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21	()	()
Cession	22	138 560	980 702
	23	(1 440)	637 350
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	5 053 000	570 000
Remboursement de la dette à long terme	25	(392 278)	(1 189 174)
Variation nette des emprunts temporaires	26	(5 058 135)	1 515 832
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27		
Autres			
▪	28.1		
	29	(397 413)	896 658
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	3 540 424	(1 401 106)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	5 467 751	6 868 857
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		
Solde redressé	33	5 467 751	6 868 857
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	9 008 175	5 467 751

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité régionale de comté de la Vallée-de-la-Gatineau est un organisme municipal existant en vertu de l'article 166 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (le déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2 et S23-3.

A) Périmètre comptable et partenariats

Le périmètre comptable de la municipalité comprend l'ensemble des organismes qui sont sous son contrôle. Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la municipalité. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges consolidés ligne par ligne, des organismes contrôlés.

Par ailleurs, les partenariats ne font pas partie du périmètre comptable puisqu'ils sont sous contrôle partagé.

La municipalité consolide sa quote-part revenant à la municipalité des partenariats auxquels elle participe. Les organismes contrôlés qui constituent une entreprise municipale ainsi que les partenariats en vertu des normes comptables sont présentés aux états financiers selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation.

a) Périmètre comptable

Au 31 décembre 2023, il n'y a aucun organisme qui fait partie du périmètre comptable.

b) Partenariats

Au 31 décembre 2023, la municipalité participe dans un partenariat qui est Connexion fibre Picanoc. La municipalité consolide selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation de 22,12 % en 2022. Les états financiers pour la période close le 31 décembre 2023 de Connexion fibre Picanoc n'ont pu être obtenus et nous n'avons pas été en mesure de déterminer la valeur de consolidation.

B) Comptabilité d'exercice**Estimations comptables**

La préparation des états financiers de la municipalité, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la durée d'utilité des immobilisations et les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Placements, à court terme

Les autres placements de portefeuille sont présentés au moindre du coût et de la juste valeur. Ils sont dépréciés lors d'une baisse durable de valeur. Les placements sont constitués de dépôts à terme.

Prêts

Les prêts, y compris les intérêts courus et à recevoir, sont comptabilisés au coût après amortissement. Des évaluations de crédit sont effectuées pour tous les nouveaux emprunteurs. Ultérieurement, lorsque des faits ou des circonstances laissent présager une perte, une provision pour moins-value est établie. La réduction de la valeur comptable alors constatée ainsi que tout changement subséquent sont imputés aux résultats à la provision pour moins-values.

L'organisme municipal évalue annuellement l'existence d'une indication objective de dépréciation ou de changement dans l'évaluation de ses prêts. Pour fins d'évaluation de la provision, les prêts sont évalués en fonction de taux de probabilité de défaut par type de prêt, en tenant compte des sûretés. Un prêt est radié lorsque l'emprunteur est en liquidation ou a cessé tout remboursement. Les recouvrements subséquents sont inscrits aux revenus de l'exercice où ils seront recouvrés.

D) Passifs

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du fonds de parcs et terrains de jeux, fonds de réfection et entretien de certaines voies publiques, fonds de développement des territoires et autres fonds spécifiques sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation, à compter de la date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes :

Infrastructure	10, 20 et 40 ans
Bâtiments	40 ans
Véhicules	10 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipements divers	10 ans
Équipements informatique	5 ans

Les immobilisations corporelles en cours ne sont pas amorties.

Moins-value

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la municipalité de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économique futurs qui se rattachent à une immobilisations est inférieur à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations corporelles est passée en charge à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

F) Revenus

Constatation des revenus

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à prestations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à prestations déterminées.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement relié au Fonds Local d'Investissement (FLI): au fur et à mesure du remboursement en capital de la dette
- Financement à long terme des activités de fonctionnement relié aux achats de bacs pour la collecte des matières résiduelles : au fur et à mesure du remboursement en capital de la dette

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**I) Instruments financiers***Évaluation initiale et ultérieure*

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les prêts et les autres créances à recevoir sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les débiteurs à l'exception des taxes à la consommation sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les créditeurs et charges à payer, à l'exception des taxes à la consommation à payer, des avantages sociaux à payer et de la provision pour contestation d'évaluation, des intérêts courus à payer, des revenus reportés et des dettes sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale. Toutefois, lors de la comptabilisation initiale des éléments classés dans les instruments financiers évalués à la juste valeur, les coûts de transaction sont passés en charge.

Les prêts, y compris les intérêts courus et à recevoir, sont comptabilisés au coût après amortissement. Des évaluations de crédit sont effectuées pour tous les nouveaux emprunteurs. Ultérieurement, lorsque des faits ou des circonstances laissent présager une perte, une provision pour moins-value est établie. La réduction de la valeur comptable alors constatée ainsi que tout changement subséquent sont imputés aux résultats à la provision pour moins-values. L'organisme municipal évalue annuellement l'existence d'une indication objective de dépréciation ou de changement dans l'évaluation de ses prêts. Pour fins d'évaluation de la provision, les prêts sont évalués en fonction de taux de probabilité de défaut par type de prêt, en tenant compte des sûretés. Un prêt est radié lorsque l'emprunteur est en liquidation ou a cessé tout remboursement. Les recouvrements subséquents sont inscrits aux revenus de l'exercice où ils seront recouverts

Dépréciation

Les actifs financiers évalués au coût sont soumis à un test de dépréciation s'il existe des indications d'une possible dépréciation. La municipalité détermine s'il y a eu un changement défavorable important dans le calendrier ou le montant prévu des flux de trésorerie futurs de l'actif financier. Si c'est le cas, elle réduit la valeur comptable de l'actif à la valeur actualisée des flux de trésorerie attendus de l'actif ou au prix qu'elle pourrait obtenir de la vente de l'actif à la date de clôture selon le plus élevé des deux montants. Le montant de réduction de valeur est comptabilisé aux résultats. La moins-value déjà comptabilisée peut faire l'objet d'une reprise de valeur dans la mesure de l'amélioration, sans être supérieure à ce qu'elle aurait été à la date de reprise si la moins-value n'avait jamais été comptabilisée. Cette reprise est comptabilisée aux résultats.

J) Autres éléments*Affectations*

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

3. Modification de méthodes comptables

Adoption initiale—instruments financiers (chapitres SP 3450, SP 3041, SP 2601 et SP 1201)

À compter du présent exercice, l'organisme municipal a adopté les exigences des chapitres SP 3450, Instruments financiers, SP 3041, Placements de portefeuille, SP 2601, Conversion des devises et SP 1201, Présentation des états financiers, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicables aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2022. Le chapitre SP 3450 comprend des exigences relatives à la constatation, à la mesure et à la présentation des instruments financiers, notamment par la constatation à la juste valeur plutôt qu'au coût de certains instruments. Cette norme comprend également de nouvelles exigences importantes en ce qui concerne l'information à fournir aux états financiers, notamment sur les risques découlant des instruments financiers.

Les effets sur les états financiers de l'organisme municipal portent principalement sur ses prêts, ses placements et sa dette à long terme ainsi que sur les éléments de ses résultats, gains et pertes de réévaluation en découlant.

Ces nouvelles exigences ont été appliquées de façon prospective. Ainsi, il n'y a eu aucun retraitement des états financiers de l'exercice antérieur.

Adoption initiale—obligations liées à la mise hors service d'immobilisations (chapitre SP 3280)

À compter du présent exercice, l'organisme municipal a adopté les exigences du nouveau chapitre SP 3280, Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2022. Conformément aux exigences du nouveau chapitre SP 3280, l'organisme municipal comptabilise un passif et une augmentation correspondante du coût de l'immobilisation corporelle visée à l'égard des obligations juridiques qui sont liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle et qui résultent de son acquisition, de sa construction, de son développement, de sa mise en valeur ou de son utilisation normale. Ces recommandations s'appliquent aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles contrôlées par l'organisme municipal qui font ou non encore l'objet d'un usage productif, y compris les immobilisations corporelles louées. Conformément aux nouvelles exigences, l'organisme municipal doit comptabiliser un tel passif lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- Il existe une obligation juridique qui oblige l'organisme municipal à engager des coûts de mise hors service relativement à une immobilisation corporelle;
- L'opération ou l'événement passé à l'origine du passif est survenu;
- Il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés;
- Il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences ont fait l'objet d'une application prospective.

L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers de l'organisme municipal.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2023	2022
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	8 873 633	5 488 115
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	199 360	194 175
Autres éléments	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	9 072 993	5 682 290
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5	(64 818)	(214 539)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	9 008 175	5 467 751
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	2 286 702	1 676 080
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8		

Note**5. Débiteurs**

		2023	2022
Taxes municipales	9		
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	1 434 379	879 777
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	56 977	102 642
Organismes municipaux	13		
Autres			
▪ Avances à TNO et baux de villégiature	14.1	1 307 030	1 108 940
▪ Autres comptes à recevoir	14.2	813 627	802 470
	15	3 612 013	2 893 829
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16		
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20		
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21		
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22		
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	1 387 661	782 298
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24		
Ministère de la Culture et des Communications	25		
Autres ministères/organismes	26	46 718	97 479
	27	1 434 379	879 777

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

6. Prêts

		2023	2022
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪ FLI, FLS, PAUPME et PAUFEU	30.1	1 550 592	1 549 152
	31	1 550 592	1 549 152
Provision pour moins-value déduite des prêts	32	112 904	112 904

Note**7. Placements de portefeuille**

		2023	2022
Placements à titre d'investissement	33		
Autres placements	34		
	35		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	36		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	37		

Note**8. Autres actifs financiers**

		2023	2022
Propriétés destinées à la revente (note 16)	38		
Autres	39		
	40		

Note**9. Emprunts temporaires**

La MRC bénéficie d'une marge de crédit institutionnelle correspondant à 50 000 \$ et porte intérêt au taux préférentiel dont le solde impayé au 31 décembre 2023 totalise 0 \$ et renouvelable annuellement.

La MRC bénéficie d'une marge de crédit institutionnelle correspondant à 250 000 \$ et porte intérêt au taux préférentiel dont le solde impayé au 31 décembre 2023 totalise 0 \$ et renouvelable annuellement.

La MRC bénéficie d'une marge de crédit institutionnelle correspondant à 1 100 000 \$ et porte intérêt au taux préférentiel plus 0,25 % (7,45 %) dont le solde impayé au 31 décembre 2023 totalise 0 \$ et renouvelable annuellement.

La MRC bénéficie d'une marge de crédit institutionnelle correspondant à 300 000 \$ et porte intérêt au taux préférentiel plus 1,00 % (8,20 %) dont le solde impayé au 31 décembre 2023 totalise 0 \$ et renouvelable annuellement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

10. Crédoiteurs et charges à payer

		2023	2022
Fournisseurs	41	1 485 178	594 326
Salaires et avantages sociaux	42	369 584	342 548
Dépôts et retenues de garantie	43	119 961	18 730
Provision pour contestations d'évaluation	44		
Autres			
▪ Engagement FDT et EDC	45.1	650 760	820 690
▪ Intérêts courus sur DLT	45.2	49 109	
	46	2 674 592	1 776 294

Note**11. Revenus reportés**

		2023	2022
Taxes perçues d'avance	47		
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	48		59 503
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	49		
Accès entreprise Québec	50	193 658	208 209
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	51		
Autres			
▪	52.1	200	200
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	54		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	55	92 145	
Société québécoise d'assainissement des eaux	56		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	57		
Autres contributions des promoteurs	58		
Fonds de redevances réglementaires	59		
Autres			
▪ Subventions autres	60.1	4 816 356	3 328 308
▪ Subvention PTMOBC	60.2	650 251	662 729
▪ Table de développement sociale de la Vallée-de-la-Gatineau	60.3	755 139	218 437
	61	6 507 749	4 477 386

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2023	2022
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,00	5,65	2026	2063	62	7 641 300	3 551 500
Obligations et billets en monnaies étrangères					63		
Gains (pertes) de change reportés					64		
					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	4,75	4,75	2030	2030	66	3 488 883	2 858 883
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	3,65	3,65	2026	2026	68	146 032	205 110
Autres					69		
					70	11 276 215	6 615 493
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	()	()
					72	11 276 215	6 615 493

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2023
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2024	73		454 300	65 069		519 369
2025	74		470 200	65 069		535 269
2026	75		487 700	21 690		509 390
2027	76		299 700			299 700
2028	77		314 400			314 400
2029 et plus	78		5 615 000		3 488 883	9 103 883
	79		7 641 300	151 828	3 488 883	11 282 011
Intérêts et frais accessoires	80		()	5 796	()	5 796
	81		7 641 300	146 032	3 488 883	11 276 215

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

13. Avantages sociaux futurs

	2023	2022
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	
Autres régimes (REER et autres)	88	
Régimes de retraite des élus municipaux	89	174 950
	90	174 950
		172 347

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**14. Autres passifs**

	2023	2022
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	91	
Assainissement des sites contaminés	92	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	93	
Autres		
▪	94.1	
	95	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	96	
Passifs engagés	97	
Passifs réglés	98	()
Charge de désactualisation ¹	99	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	100	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	101	

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	102				
Eaux usées	103	4 581 632			4 581 632
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	104				
Autres					
▪	105.1	8 061 224			8 061 224
Réseau d'électricité	106				
Bâtiments	107	680 364			680 364
Améliorations locatives	108	120 252			120 252
Véhicules	109	769 702			769 702
Ameublement et équipement de bureau	110	1 351 474			1 351 474
Machinerie, outillage et équipement divers	111	452 473			452 473
Terrains	112	385 766			385 766
Autres	113	6 126 423			6 126 423
	114	22 529 310			22 529 310
Immobilisations en cours	115	1 306 436	1 632 307		2 938 743
	116	23 835 746	1 632 307		25 468 053
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	117				
Eaux usées	118	3 832 285	229 081		4 061 366
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	119				
Autres					
▪ Autres	120.1	3 474 842	339 212		3 814 054
Réseau d'électricité	121				
Bâtiments	122	413 250	17 566		430 816
Améliorations locatives	123	122 562	1 540		124 102
Véhicules	124	127 529	76 970		204 499
Ameublement et équipement de bureau	125	1 256 137	122 333		1 378 470
Machinerie, outillage et équipement divers	126	7 103			7 103
Autres	127	637 859	153 040		790 899
	128	9 871 567	939 742		10 811 309
VALEUR COMPTABLE NETTE	129	13 964 179			14 656 744
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	130	325 347			325 347
Amortissement cumulé	131	(51 514)	(32 535)		(84 049)
Valeur comptable nette	132	273 833			241 298

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

16. Propriétés destinées à la revente

	2023	2022
Immeubles de la réserve foncière	133	
Immeubles industriels municipaux	134	
Autres	135	
	136	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	137	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	138	

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	139.1				
	140				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	141.1				
	142				
VALEUR COMPTABLE NETTE	143				

Note**18. Autres actifs non financiers**

	2023	2022
Frais payés d'avance		
▪ Assurance et logiciel	144.1	44 805
Autres		
▪	145.1	
	146	44 805
		65 217

Note**19. Obligations contractuelles**

S.O.

20. Droits contractuels

S.O.

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2023	2022
Emprunts temporaires			
▪	147.1		
	148		
Dettes à long terme			
▪	149.1		
	150		
	151		

S.O.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

S.O.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Redressement aux exercices antérieurs

Au cours de l'exercice, la municipalité régionale de comté de la Vallée-de-la-Gatineau a comptabilisé rétrospectivement des produits de transferts d'un montant de 84 114 \$, des produits de services rendus d'un montant de 199 343 \$ et des produits d'autres revenus d'intérêts d'un montant de 3 609 \$, des charges d'hygiène du milieu d'un montant de 69 780 \$, des charges en aménagement, urbanisme et développement d'un montant de 83 063 \$, des débiteurs d'un montant de 986 355 \$, des créditeurs et charges à payer d'un montant de 13 283 \$ et des revenus reportés d'un montant de 699 289 \$ imputables à l'exercice terminé le 31 décembre 2022.

Antérieurement, certains produits n'étaient pas constatés lorsque la dépense rattachée à ce produit était engagée par la municipalité et certains produits ont été constatés alors que la dépense rattachée à ce produit n'était pas engagée. Cette méthode n'était pas conforme aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public ni au Manuel de la présentation de l'information financière municipale.

Ces modifications ont entraîné, pour l'exercice terminé le 31 décembre 2022, une augmentation des produits de 287 066 \$, une diminution des charges de 13 283 \$, une augmentation de l'excédent de l'exercice de 300 349 \$ ainsi qu'une augmentation de l'excédent accumulé de fonctionnement non affecté au début de 364 170 \$ et une diminution du solde de financement des investissements en cours au début de 63 830 \$. De plus, ces modifications ont entraîné, au 31 décembre 2022, une augmentation des débiteurs de 986 355 \$, une diminution des créditeurs et comptes à payer de 13 283 \$, une augmentation des revenus reportés de 699 289 \$ ainsi qu'une augmentation de l'excédent accumulé à la fin de 300 349 \$.

24. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (dettes nettes) ne comportent pas de comparaison avec les données budgétaires.

25. Instruments financiers

Gestion des risques liés aux instruments financiers

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Dans le cours normal de ses activités, l'organisme municipal est exposé à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour l'organisme municipal sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités), aux prêts, aux placements de portefeuille, aux dérivés et aux autres créances à recevoir.

L'exposition maximale de l'organisme municipal au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit, puisque l'organisme municipal évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. L'organisme municipal ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, l'organisme municipal croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Il établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Il enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

La balance chronologique des débiteurs, déduction faite de la provision pour créances douteuses, au 31 décembre se détaille comme suit :

	2023	2022
Non en souffrance	3468028	XX
En souffrance :		
moins de 30 jours		XX
de 30 à 60 jours	4357	XX
plus de 60 jours	139628	XX
	XX	XX
Moins la provision pour créances douteuses	(XX)	(XX)
	3612013	

Les variations, au cours de l'exercice, du compte de provision pour créances douteuses s'établissent comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Solde au début	xx
Provision comptabilisée aux résultats de l'exercice	xx
Montants recouvrés	(xx)
Solde à la fin	xx

L'organisme municipal est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir le risque de non-paiement.

Prêt

Le solde des prêts, déduction faite de la provision pour moins-values, présenté à l'état de la situation financière correspond à l'exposition maximale au risque de crédit.

L'organisme municipal estime que les concentrations de risque de crédit relatives aux prêts sont limitées.

À la date de mise au point définitive des états financiers, une évaluation des prêts est effectuée en considérant, notamment, les tendances historiques des emprunteurs, les conditions actuelles et toute circonstance particulière connue à cette date. La provision pour moins-values est ajustée en conséquence, s'il y a lieu, pour traduire le degré de recouvrabilité et le risque de perte.

Des sûretés et des cautions totalisant xxx de dollars atténuent le risque de crédit des prêts et sont intégrés dans l'évaluation de la provision pour moins-value de sorte que l'exposition maximale au risque de crédit s'établit à xxx de dollars pour ces actifs financiers.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'organisme municipal éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. L'organisme municipal gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. L'organisme municipal établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit :

2023	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunt		–	–	–	xx
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	2674592	–	–	–	xx
Intérêts courus à payer	117962	393531–	299138	–	xx
dettes	454300	957900	698680	9165335	xx
	xx	xx	xx	xx	xx

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

2022	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunt	xx	–	–	–	xx
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	xx	–	–	–	xx
Intérêts courus à payer	xx	–	–	–	xx
Dettes	xx	xx	xx	xx	xx
	xx	xx	xx	xx	xx

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. L'organisme municipal est exposé à ces risques.

Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de l'organisme municipal est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme l'organisme municipal a l'intention de conserver ses prêts et ses placements jusqu'à échéance et prévoit rembourser ses emprunts et ses dettes selon l'échéance prévue, il est peu exposé à ce risque.

L'organisme municipal est exposé au risque associé aux variations des taux d'intérêt de ses emprunts à taux variables. Ce risque est réduit puisque ces emprunts se renouvellent automatiquement à la fin du mois.

La valeur comptable des instruments financiers portant intérêt se détaille comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

31 décembre 2023	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Actifs financiers			
Trésoreries et équivalents de trésorerie		9 008 175	9 008 175
Prêts	1 550 592		1 550 592
Passifs financiers			
Emprunts			
Dettes		11 276 215	11 276 215
31 décembre 2022			
	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		5 467 750	5 467 750
Prêts	1 549 152		1 549 152
Passifs financiers			
Emprunts		5 057 431	5 057 431
Dettes		6 615 493	6 615 493

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget 2023		Réalizations 2023		Réalizations 2022
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1					
Compensations tenant lieu de taxes	2					
Quotes-parts	3	5 602 596	5 571 994		5 571 994	4 982 143
Transferts	4	4 759 184	5 070 882		5 070 882	3 313 665
Services rendus	5	3 106 241	2 928 404		2 928 404	3 144 689
Imposition de droits	6					
Amendes et pénalités	7					
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	25 000	359 041		359 041	154 982
Autres revenus	10		1 165		1 165	12 758
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	13 493 021	13 931 486		13 931 486	11 608 237
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15		1 608 808		1 608 808	2 278 937
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17					
Autres	18					
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
Effet net des opérations de restructuration	20					
	21		1 608 808		1 608 808	2 278 937
	22	13 493 021	15 540 294		15 540 294	13 887 174
Charges						
Administration générale	23	3 138 101	2 927 864	62 135	2 989 999	3 036 427
Sécurité publique	24	211 201	248 121	10 021	258 142	257 537
Transport	25	684 633	1 041 678		1 041 678	639 235
Hygiène du milieu	26	3 446 629	3 518 624	667 397	4 186 021	3 618 034
Santé et bien-être	27	350 000	426 355		426 355	408 622
Aménagement, urbanisme et développement	28	4 423 634	3 180 463	47 149	3 227 612	2 454 717
Loisirs et culture	29	324 875	356 362	153 040	509 402	439 225
Réseau d'électricité	30					
Frais de financement	31	305 694	500 132		500 132	292 993
Effet net des opérations de restructuration	32					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33		939 742	(939 742)		
	34	12 884 767	13 139 341		13 139 341	11 146 790
Excédent (déficit) de l'exercice	35	608 254	2 400 953		2 400 953	2 740 384

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023		2022
		Budget	Réalizations	Réalizations Redressé note 23
Excédent (déficit) de l'exercice	1	608 254	2 400 953	2 740 384
Moins : revenus d'investissement	2 (	)	1 608 808)(	2 278 937)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	608 254	792 145	461 447
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4		939 742	905 073
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		939 742	905 073
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	340 900)(	392 278)(	1 189 174)
	18	(340 900)	(392 278)	(1 189 174)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	)	)	13 251)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21	50 356	54 504	
Réserves financières et fonds réservés	22	(317 710)	(109 292)	298 153
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23		(577 000)	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(267 354)	(631 788)	284 902
	26	(608 254)	(84 324)	801
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		707 821	462 248

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	1 608 808	2 278 937
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2	()	(22 383)
Sécurité publique	3	()	()
Transport	4	()	()
Hygiène du milieu	5	41 084	(1 022 809)
Santé et bien-être	6	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	935 204	(893 645)
Loisirs et culture	8	656 019	(1 771 992)
Réseau d'électricité	9	()	()
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10	()	()
	11	(1 632 307)	(3 710 829)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13	(140 000)	(343 352)
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14	4 423 000	270 000
Affectations			
Activités de fonctionnement	15		13 251
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16	23 498	53 422
Excédent de fonctionnement affecté	17		
Réserves financières et fonds réservés	18	140 000	372 207
	19	163 498	438 880
	20	2 814 191	(3 345 301)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	4 422 999	(1 066 364)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalizations	
		2023	2023	2022 Redressé note 23
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1		84 778	72 891
Autre	2	3 825 725	3 516 383	3 300 405
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3		20 731	18 643
Autres	4	1 035 557	975 795	920 015
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	4 296 885	3 342 497	2 885 485
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	305 694	500 132	292 993
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11			
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13			
Contributions				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14			
Transferts	15			
Autres	16			
Autres				
Transferts	17			
Autres	18	3 420 906	3 759 283	2 751 285
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19		939 742	905 073
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
▪	21.1			
	22	12 884 767	13 139 341	11 146 790

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	1		
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2	99 225	70 577
Autres revenus	3		
	4	99 225	70 577
Charges			
Créances douteuses sur prêts et placements de portefeuille			
Radiation	5		
Variation de la provision pour moins-value	6		
Autres créances douteuses	7		
	8		
Autres charges	9	179	
	10	179	
Excédent (déficit) de l'exercice	11	99 046	70 577
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	1 768 286	976 182
Placements de portefeuille	13	199 360	194 175
Débiteurs	14		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15	1 493 813	1 662 056
Provision pour moins-value	16	(112 904)	(112 904)
	17	1 380 909	1 549 152
	18	3 348 555	2 719 509
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	19		
Revenus reportés	20		
Dettes à long terme	21	3 373 883	2 843 883
	22	3 373 883	2 843 883
Solde du Fonds local d'investissement	23	(25 328)	(124 374)
VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
Libres	24	1 967 646	1 170 357
Supportant les engagements de prêts	25		
Supportant les garanties de prêts	26		
	27	1 967 646	1 170 357

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Fonds local d'investissement (FLI) :

19 prêts (21 en 2022), taux d'intérêt variant de 0 % à 9 %, encaissable par versements mensuels fixes, échéants à différentes dates jusqu'en avril 2039. Au cours de l'exercice, il y a eu deux émissions de prêt totalisant 225 000 \$.

Programme d'Aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises (PAU-PME) :

15 prêts (26 en 2022), taux d'intérêt de 3,0 %, encaissable par versements mensuels fixes, échéants à différentes dates entre septembre 2023 jusqu'en novembre 2026. Au cours de l'exercice, il n'y a eu aucune émission de prêt.

Programme d'Aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises - feu de forêt 2023 (PAU-FEU) :

2 prêts (0 en 2022), taux d'intérêt de 4,25 %, encaissable par versements mensuels fixes, échéants en février 2027. Un moratoire de 3 mois suivant le financement est accordé. Au cours de l'exercice, il y a eu deux émissions de prêt totalisant 100 000 \$.

Note sur la dette à long terme

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Fonds local d'investissement (FLI) :

Emprunt de 2 015 622 \$, sans intérêt. Cet emprunt doit être utilisé pour consentir des prêts, remboursable à compter de juin 2026 par un versement correspondant au montant non investi par le fonds local d'investissement au 31 décembre 2025, puis par cinq versements annuels correspondants à la somme reçue du remboursement de capital investi de l'année précédente et un dernier versement en juin 2032 correspondant à l'évaluation des placements au 31 décembre 2031 jusqu'à concurrence du solde de ce prêt.

Programme d'Aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises (PAU-PME) :

Emprunt de 918 261 \$, sans intérêt. Cet emprunt doit être utilisé pour assurer l'octroi et la gestion des aides financières dans le cadre du programme Aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises conformément au cadre d'intervention. Le montant de l'emprunt correspondant aux prêts consentis est remboursable à compter du 31 mars 2030. Ce versement est égal à l'évaluation du portefeuille de placements, jusqu'à concurrence du montant prêté. Dans la mesure où, le 31 mars 2030, la MRC ne dispose pas des liquidités suffisantes pour acquitter le prêt en totalité, ce solde devra être remboursable à la demande du gouvernement.

Programme d'Aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises - feu de forêt 2023 (PAU-FEU) :

Emprunt de 440 000 \$, sans intérêt. Cet emprunt doit être utilisé pour assurer l'octroi et la gestion des aides financières dans le cadre du programme Aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises conformément au cadre d'intervention. Le montant de l'emprunt correspondant aux prêts consentis est remboursable à compter du 31 mars 2030. Ce versement est égal à l'évaluation du portefeuille de placements, jusqu'à concurrence du montant prêté. Dans la mesure où, le 31 mars 2030, la MRC ne dispose pas des liquidités suffisantes pour acquitter le prêt en totalité, ce solde devra être remboursable à la demande du gouvernement.

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	1		
Revenus sur les prêts aux entreprises	2	6 203	
Autres revenus	3		
	4	6 203	
Charges			
Créances douteuses sur prêts			
Radiation	5		
Variation de la provision pour moins-value	6		
Autres créances douteuses	7		
	8		
Intérêts sur la dette à long terme	9		
Autres charges	10	690	689
	11	690	689
Excédent (déficit) de l'exercice	12	5 513	(689)
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	13	98 733	162 903
Placements de portefeuille	14		
Débiteurs	15		
Prêts aux entreprises	16	169 683	
Provision pour moins-value	17	()	()
	18	169 683	
	19	268 416	162 903
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	20		
Revenus reportés	21		
Dette à long terme	22	115 000	15 000
	23	115 000	15 000
Solde du Fonds local de solidarité			
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	24	153 416	147 903
Excédent (déficit) non affecté	25		
	26	153 416	147 903
VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
Libres	27	98 733	162 903
Supportant les engagements de prêts	28		
	29	98 733	162 903

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu*Fonds local de solidarité (FLS) :*

3 prêts (0 en 2022), taux d'intérêt variant de 7,5 % à 10,5 %, encaissable par versements mensuels fixes, échéants à différentes dates jusqu'en août 2033. Au cours de l'exercice, il y a eu trois émissions de prêt totalisant 175 000 \$.

Note sur la dette à long terme

Dû au montant de 115 000 \$ aux Fonds locaux de solidarité de la FTQ, intérêts à un taux annuel par tranche déboursée variant de 2 % à 4 %, sans modalités de remboursement fixe

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts**Note sur les autres revenus et les autres charges**

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus provenant de la gestion foncière	1 336 833	318 288
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2	
	3 336 833	318 288
Charges		
Frais de gestion		
Salaires	4 128 921	117 246
Créances douteuses	5	
Autres frais de gestion	6 207 912	201 042
	7 336 833	318 288
Activités et projets de mise en valeur du territoire		
▪	8.1	
	9	
	10 336 833	318 288
Excédent (déficit) de l'exercice	11	
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE		
Actifs		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12 1 177 638	721 107
Placements de portefeuille	13	
Débiteurs	14	
Provision pour créances douteuses	15 () ()	
	16	
Autres	17	
	18 1 177 638	721 107
Passifs		
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	19	
Créditeurs et charges à payer	20 1 085 493	721 107
Revenus reportés		
Provenant de la gestion foncière	21 92 145	
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	22	
Autres	23	
Autres	24	
	25 1 177 638	721 107
Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	26	

Note sur les autres actifs

Note sur les créditeurs et charges à payer

Note sur les autres revenus reportés

Note sur les autres passifs

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	1 134 923	446 251
Excédent de fonctionnement affecté	2		54 504
Réserves financières et fonds réservés	3	2 495 543	1 761 928
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(3 635 883)	(3 582 883)
Financement des investissements en cours	5		(4 423 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	8 516 677	11 853 507
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	8 511 260	6 110 307
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	1 134 923	446 251
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	1 134 923	446 251
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Génie municipal	12.1		54 504
	13		54 504
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	14.1		
	15		
	16		54 504

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪	17.1	
	18	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	19.1	
	20	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	21	109 779
Organismes contrôlés et partenariats	22	53 265
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	23	
Organismes contrôlés et partenariats	24	
Montant non réservé		
Administration municipale	25	
Organismes contrôlés et partenariats	26	
Fonds local d'investissement	27	1 209 692
Fonds local de solidarité	28	99 035
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	50 904
Autres		
▪ PAUPME et PAUFEU	30.1	1 026 133
	31	2 495 543
	32	1 761 928
	2 495 543	1 761 928

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 ()(
Autres	37 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 ()(
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	40 ()(
Assainissement des sites contaminés	41 ()(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	42 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43 ()(
Autres	44.1 ()(
▪	45 ()(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	46 ()(
Utilisation du fonds de roulement	47 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	48 ()(
Utilisation du fonds de roulement	49 ()(
Autres	50.1 ()(
▪	51 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	52 ()(
Mesure relative à la COVID-19	53 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	54 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	55 (	3 488 883)(
Autres	56.1 (	147 000)(
▪ Bacs	57 (	3 635 883)(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	58	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	59	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	60	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	61	
Autres	62.1	
▪	63	
	64 (	3 635 883)(
		3 582 883)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	65	
Investissements à financer	66 ()	(4 423 000)
	67	(4 423 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	68	14 656 744
Propriétés destinées à la revente	69	
Prêts	70	1 550 592
Placements de portefeuille à titre d'investissement	71	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	72	96 783
	73	16 304 119
Ajustements aux éléments d'actif	74	
	75	16 304 119
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	76 (	11 276 215)(
Frais reportés liés à la dette à long terme	77 ()(
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	78	
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	79	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	80	3 488 773
	81 (	7 787 442)(
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	82 ()(
	83 (	7 787 442)(
	84	8 516 677
		11 853 507

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4	()(
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12	()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	()(
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21	()(
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	()(
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres	29.1		
▪	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31		
Rendement espéré des actifs	32	()(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33		
Charge de l'exercice	34		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 ()(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	
Prestations versées au cours de l'exercice	39	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	
DMERCA du nouveau volet	45	
DMERCA de l'ancien volet	46	
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%
Autres hypothèses économiques		
▪	52.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	() ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83		
Rendement espéré des actifs	84	() ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85		
Charge de l'exercice	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques			
▪	103.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104			
Description des régimes et autres renseignements				
			2023	2022
Charge de l'exercice				
Cotisations de l'employeur				
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105			
Régime de retraite par financement salarial	106			
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107			
Régime de retraite à prestations cibles	108			
Autres régimes	109			
	110			

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111			
Description des régimes et autres renseignements				
			2023	2022
Charge de l'exercice				
Cotisations de l'employeur				
Régime volontaire d'épargne-retraite	112			
Régime de retraite simplifié	113			
REER	114			
Autres régimes	115			
	116			

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

			2023	2022
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117			
Description du régime				
			2023	2022
Cotisations des élus au RREM	118		33 065	34 843
Charge de l'exercice				
Contributions de l'employeur au RREM	119		174 950	172 347
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120			
	121		174 950	172 347

Note

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS		Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	47	275 618	317 923
Sécurité publique			
Police	48		
Sécurité incendie	49	30 000	30 000
Sécurité civile	50		
Autres	51		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	52		
Enlèvement de la neige	53		
Autres	54		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	55	704 985	346 236
Transport adapté	56		
Transport scolaire	57		
Autres	58		
Transport aérien	59		
Transport par eau	60		
Autres	61		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	62	16 491	
Réseau de distribution de l'eau potable	63		
Traitement des eaux usées	64		
Réseaux d'égout	65		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	66	577 336	
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	67		
Tri et conditionnement	68		
Autres	69		
Autres	70		
Cours d'eau	71		
Protection de l'environnement	72		
Autres	73		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Réalizations 2023	Réalizations 2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)		
Santé et bien-être		
Logement social	74	
Sécurité du revenu	75	
Autres	76	
Aménagement, urbanisme et développement		
Aménagement, urbanisme et zonage	77	
Rénovation urbaine	78	
Promotion et développement économique	79	23 383
Autres	80	
Loisirs et culture		
Activités récréatives	81	
Activités culturelles		
Bibliothèques	82	
Autres	83	104 800
Réseau d'électricité		
	84	
	85	822 342
	1 847 179	

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT		
Administration générale	86	2 543
Sécurité publique		
Police	87	
Sécurité incendie	88	
Sécurité civile	89	
Autres	90	
Transport		
Réseau routier		
Voirie municipale	91	
Enlèvement de la neige	92	
Autres	93	
Transport collectif		
Transport en commun		
Transport régulier	94	
Transport adapté	95	
Transport scolaire	96	
Autres	97	
Transport aérien	98	
Transport par eau	99	
Autres	100	17 585
Hygiène du milieu		
Eau et égout		
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	101	
Réseau de distribution de l'eau potable	102	
Traitement des eaux usées	103	
Réseaux d'égout	104	
Matières résiduelles		
Déchets domestiques et assimilés	105	
Matières recyclables		
Collecte sélective		
Collecte et transport	106	
Tri et conditionnement	107	
Autres	108	
Autres	109	
Cours d'eau	110	
Protection de l'environnement	111	
Autres	112	

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)		
Santé et bien-être		
Logement social	113	
Sécurité du revenu	114	
Autres	115	
Aménagement, urbanisme et développement		
Aménagement, urbanisme et zonage	116	
Rénovation urbaine	117	
Promotion et développement économique	118	2 265 475
Autres	119	
Loisirs et culture		
Activités récréatives	120	
Activités culturelles		
Bibliothèques	121	
Autres	122	
Réseau d'électricité	123	
	124	2 278 937

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	125		
Péréquation	126		
Neutralité	127		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	128		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	129	478 863	151 892
Fonds de développement des territoires	130	2 744 840	2 173 438
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	131		
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	132		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC			
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	133		
Autres	134		165 993
	135	3 223 703	2 491 323
TOTAL DES TRANSFERTS	136	6 679 690	5 592 602

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS		Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Grefe et application de la loi	137	16 656	16 656
Évaluation	138	36 230	32 000
Autres	139	132 171	135 234
	140	185 057	183 890
Sécurité publique			
Police	141		
Sécurité incendie	142	133 297	150 317
Sécurité civile	143		
Autres	144		
	145	133 297	150 317
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	146		
Enlèvement de la neige	147		
Autres	148		
Transport collectif	149		
Autres	150		
	151		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	152		
Réseau de distribution de l'eau potable	153		
Traitement des eaux usées	154	17 543	30 831
Réseaux d'égout	155		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	156	87 182	83 319
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	157	182 461	119 499
Tri et conditionnement	158		
Autres	159		
Autres	160		
Cours d'eau	161		
Protection de l'environnement	162		
Autres	163		
	164	287 186	233 649

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	165		
Autres	166		
	167		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	168		
Rénovation urbaine	169		
Promotion et développement économique	170	10 000	10 000
Autres	171		
	172	10 000	10 000
Loisirs et culture			
Activités récréatives	173		
Activités culturelles			
Bibliothèques	174		
Autres	175		
	176		
Réseau d'électricité	177		
	178	615 540	577 856

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Réalisations 2023	Réalisations 2022
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale			
Grefe et application de la loi	179		
Évaluation	180		
Autres	181	409 946	624 143
	182	409 946	624 143
Sécurité publique			
Police	183		
Sécurité incendie	184		
Sécurité civile	185		
Autres	186		
	187		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	188		
Enlèvement de la neige	189		
Autres	190		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	191		
Transport adapté	192		
Transport scolaire	193		
Autres	194		
Autres	195	130 756	121 111
	196	130 756	121 111
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable			
	197		
Réseau de distribution de l'eau potable			
	198		
Traitement des eaux usées			
	199		
Réseaux d'égout			
	200		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés			
	201		
Matières recyclables			
	202		
Autres			
	203		
Cours d'eau			
	204		
Protection de l'environnement			
	205		
Autres	206	916 768	898 764
	207	916 768	898 764

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Réalisations 2023	Réalisations 2022
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	208	410 327	408 622
Sécurité du revenu	209		
Autres	210		
	211	410 327	408 622
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	212		
Rénovation urbaine	213		
Promotion et développement économique	214		
Autres	215	432 965	514 093
	216	432 965	514 093
Loisirs et culture			
Activités récréatives	217		
Activités culturelles			
Bibliothèques	218		
Autres	219	12 102	100
	220	12 102	100
Réseau d'électricité	221		
	222	2 312 864	2 566 833
TOTAL DES SERVICES RENDUS	223	2 928 404	3 144 689

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Réalizations 2023	Réalizations 2022
IMPOSITION DE DROITS			
Licences et permis	224		
Droits de mutation immobilière	225		
Droits sur les carrières et sablières	226		
Autres	227		
	228		
AMENDES ET PÉNALITÉS			
	229		
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
	230		
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS			
	231	359 041	154 982
AUTRES REVENUS			
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	232		
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	233		
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	234		
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	235		
Contributions des promoteurs	236		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	237		
Contributions des organismes municipaux	238		
Autres contributions	239		
Redevances réglementaires	240		
Autres	241	1 165	12 758
	242	1 165	12 758
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION			
	243		

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Réalizations 2023			Réalizations 2022
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1	596 953		596 953	623 469
Greffe et application de la loi	2	151 928		151 928	216 259
Gestion financière et administrative	3	791 659	62 135	853 794	841 924
Évaluation	4	847 131		847 131	809 730
Gestion du personnel	5	201 679		201 679	213 288
Autres					
▪ Baux de villégiature	6.1	336 834		336 834	318 288
▪ Autres	6.2	1 680		1 680	13 469
	7	2 927 864	62 135	2 989 999	3 036 427
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	8				
Sécurité incendie	9	241 616		241 616	245 576
Sécurité civile	10	6 505	10 021	16 526	11 961
Autres	11				
	12	248 121	10 021	258 142	257 537
TRANSPORT					
Réseau routier					
Voirie municipale	13				
Enlèvement de la neige	14				
Éclairage des rues	15				
Circulation et stationnement	16				
Transport collectif					
Transport en commun	17	904 985		904 985	490 236
Transport aérien	18				
Transport par eau	19				
Autres	20	136 693		136 693	148 999
	21	1 041 678		1 041 678	639 235

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Réalizations 2023			Réalizations 2022
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	22				
Réseau de distribution de l'eau potable	23				
Traitement des eaux usées	24	449 252	380 666	829 918	754 771
Réseaux d'égout	25				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	26				
Élimination	27	1 292 620	286 731	1 579 351	1 335 994
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	28				
Tri et conditionnement	29	575 695		575 695	258 369
Matières organiques					
Collecte et transport	30				
Traitement	31	331 423		331 423	328 069
Matériaux secs	32	841 264		841 264	922 446
Autres	33				
Plan de gestion	34	28 370		28 370	18 385
Autres	35				
Cours d'eau	36				
Protection de l'environnement	37				
Autres	38				
	39	3 518 624	667 397	4 186 021	3 618 034
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Logement social	40	426 355		426 355	408 622
Sécurité du revenu	41				
Autres	42				
	43	426 355		426 355	408 622

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

	Réalizations 2023			Réalizations 2022	
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	44	366 187	47 149	413 336	364 810
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	45				
Autres biens	46				
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	47	1 709 188		1 709 188	1 108 023
Tourisme	48	293 731		293 731	252 249
Autres	49	811 357		811 357	729 635
Autres	50				
	51	3 180 463	47 149	3 227 612	2 454 717
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	52				
Patinoires intérieures et extérieures	53				
Piscines, plages et ports de plaisance	54				
Parcs et terrains de jeux	55				
Parcs régionaux	56	224 662	153 040	377 702	358 181
Expositions et foires	57				
Autres	58	131 700		131 700	81 044
	59	356 362	153 040	509 402	439 225
Activités culturelles					
Centres communautaires	60				
Bibliothèques	61				
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	62				
Autres ressources du patrimoine	63				
Autres	64				
	65				
	66	356 362	153 040	509 402	439 225

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Réalizations 2023		Total	Réalizations 2022
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	67				
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dette à long terme					
Intérêts	68	222 295		222 295	83 099
Autres frais	69	277 837		277 837	209 894
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	70				
Autres	71				
	72	500 132		500 132	292 993
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	73				
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	74	939 742 (	939 742)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Quote-part à chaque municipalité membre de l'endettement total net à long terme	6
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	7
Sommaire des revenus de quotes-parts de fonctionnement et d'investissement	8
Analyse des revenus de quotes-parts de fonctionnement	9
Analyse de la rémunération	10
Analyse des revenus de transfert par sources	11
Frais de financement par activités	12
Rémunération des élus	13

Autres renseignements

Questionnaire	14
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Réalizations 2023	Réalizations 2022
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	355 772	1 777 596
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		
Autres infrastructures	11	1 235 451	867 952
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		
Édifices communautaires et récréatifs	14		
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17		577 431
Ameublement et équipement de bureau	18		
Machinerie, outillage et équipement divers	19	41 084	388 316
Terrains	20		99 534
Autres	21		
	22	1 632 307	3 710 829

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Réalizations 2023	Réalizations 2022
Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		
Autres infrastructures	5		
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	6		
Usines de traitement de l'eau potable	7		
Usines et bassins d'épuration	8		
Conduites d'égout	9		
Autres infrastructures	10	1 591 223	2 645 548
Autres immobilisations corporelles	11	41 084	1 065 281
	12	1 632 307	3 710 829

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	1 949 869	2 623 000	274 800	4 298 069
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	4 665 624	2 430 000	117 478	6 978 146
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	6 615 493	5 053 000	392 278	11 276 215
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9				
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13				
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18				
	19	6 615 493	5 053 000	392 278	11 276 215
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	6 615 493	5 053 000	392 278	11 276 215

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	11 276 215
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
Autres		
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	11 276 215
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	13	
Endettement net à long terme	14	11 276 215
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	11 276 215
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	11 276 215
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

**QUOTE-PART À CHAQUE MUNICIPALITÉ MEMBRE
DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2023**

Non audité

Code géographique	Municipalité		Montant
83090	Canton d'Aumond	1.1	384 226
83045	Municipalité de Blue Sea	1.2	819 608
83085	Municipalité de Bois-Franc	1.3	175 612
83050	Municipalité de Bouchette	1.4	584 350
83040	Municipalité de Cayamant	1.5	675 785
83070	Municipalité de Déléage	1.6	590 764
83005	Municipalité de Denholm	1.7	431 357
83075	Municipalité d'Egan-Sud	1.8	198 826
83032	Ville de Gracefield	1.9	1 707 060
83095	Municipalité de Grand-Remous	1.10	503 961
83015	Municipalité de Kazabazua	1.11	669 167
83020	Municipalité de Lac-Sainte-Marie	1.12	738 619
83010	Canton de Low	1.13	773 670
83065	Ville de Maniwaki	1.14	1 152 482
83060	Municipalité de Messines	1.15	966 517
83088	Municipalité de Montcerf-Lytton	1.16	281 669
83055	Municipalité de Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau	1.17	526 192
NR830	La Vallée-de-la-Gatineau	1.18	96 350
		2	11 276 215

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		2023	2022
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	1 632 307	3 710 829
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	1 632 307	3 710 829

**SOMMAIRE DES REVENUS DE QUOTES-PARTS
DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

Non audité

Code géographique	Municipalité		Montant
Ensemble des municipalités			
83090	Canton d'Aumond	1.1	105 723
83045	Municipalité de Blue Sea	1.2	219 893
83085	Municipalité de Bois-Franc	1.3	53 159
83050	Municipalité de Bouchette	1.4	197 834
83040	Municipalité de Cayamant	1.5	181 427
83070	Municipalité de Déléage	1.6	156 365
83005	Municipalité de Denholm	1.7	151 923
83075	Municipalité d'Egan-Sud	1.8	63 496
83032	Ville de Gracefield	1.9	489 263
83095	Municipalité de Grand-Remous	1.10	136 887
83015	Municipalité de Kazabazua	1.11	196 300
83020	Municipalité de Lac-Sainte-Marie	1.12	277 027
83010	Canton de Low	1.13	248 065
83065	Ville de Maniwaki	1.14	339 665
83088	Municipalité de Montcerf-Lytton	1.15	79 114
83055	Municipalité de Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau	1.16	173 439
nr830	nr830	1.17	45 351
83060	Municipalité de Messines	1.18	254 815
		2	3 369 746
Certaines municipalités			
83090	Canton d'Aumond	3.1	91 421
83045	Municipalité de Blue Sea	3.2	109 937
83085	Municipalité de Bois-Franc	3.3	41 793
83050	Municipalité de Bouchette	3.4	91 418
83040	Municipalité de Cayamant	3.5	133 901
83070	Municipalité de Déléage	3.6	179 898
83005	Municipalité de Denholm	3.7	26 251
83075	Municipalité d'Egan-Sud	3.8	58 048
83032	Ville de Gracefield	3.9	383 345
83095	Municipalité de Grand-Remous	3.10	149 423
83015	Municipalité de Kazabazua	3.11	39 882
83020	Municipalité de Lac-Sainte-Marie	3.12	37 187
83010	Canton de Low	3.13	39 055
83060	Municipalité de Messines	3.14	186 003
83088	Municipalité de Montcerf-Lytton	3.15	89 778
83055	Municipalité de Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau	3.16	81 810
nr830	nr830	3.17	3 588
83065	Ville de Maniwaki	3.18	459 510
		4	2 202 248
		5	5 571 994

ANALYSE DES REVENUS DE QUOTES-PARTS DE FONCTIONNEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>		2023	2022
		Réalisations	Réalisations
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1	183 208	221 476
Évaluation	2	841 643	744 642
Autres	3	1 254 193	1 038 859
Sécurité publique			
Police	4		
Sécurité incendie	5	86 201	79 793
Sécurité civile	6		
Autres	7		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	8		
Enlèvement de la neige	9		
Autres	10		
Transport collectif	11	200 000	144 000
Autres	12		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	13		
Réseau de distribution de l'eau potable	14		
Traitement des eaux usées	15	604 884	527 342
Réseaux d'égout	16		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	17	1 380 383	1 139 909
Matières recyclables	18	226 738	118 769
Autres	19	75 673	27 057
Cours d'eau	20	5 377	6 206
Protection de l'environnement	21		
Autres	22	124 458	203 577
Santé et bien-être			
Logement social	23		
Autres	24		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	25	79 777	137 855
Rénovation urbaine	26		
Promotion et développement économique	27	94 484	77 367
Autres	28	62 740	152 782
Loisirs et culture			
Activités récréatives	29	300 651	283 675
Activités culturelles			
Bibliothèques	30		
Autres	31	51 584	78 834
	32	5 571 994	4 982 143

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	12,00	35,00	1 820,00	947 138	115 566	1 062 704
Professionnels	2	10,00	35,00	1 820,00	549 301	180 856	730 157
Cols blancs	3	18,00	35,00	1 820,00	1 324 079	526 403	1 850 482
Cols bleus	4	7,00	40,00	2 080,00	340 771	102 566	443 337
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	47,00		7 540,00	3 161 289	925 391	4 086 680
Élus	9	18,00			439 872	71 135	511 007
	10	65,00			3 601 161	996 526	4 597 687

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3					
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5					
Autres	6	4 894 872	1 608 808		176 010	6 679 690
	7	4 894 872	1 608 808		176 010	6 679 690

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		2023	2022
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2	26 519	46 046
Autres	3	15 721	19 576
	4	42 240	65 622
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6		
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10		
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14	1 979	2 189
	15	1 979	2 189
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17		
Traitement des eaux usées	18	7 077	
Réseaux d'égout	19		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20	49 292	30 962
Matières recyclables	21		
Autres	22	183 456	
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	239 825	30 962
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		83 099
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34	870	111 121
	35	870	194 220
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	215 218	
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39	215 218	
Réseau d'électricité			
	40		
	41	500 132	292 993

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Chantal Lamarche	1.1	Préfet	100 881	18 207	
Jocelyne Lyrette	1.2	Préfet suppléant	19 659	9 829	
Robert Bergeron	1.3	Conseiller	11 427	5 712	
Mathieu Caron	1.4	Conseiller	13 419	6 709	
Roch Carpentier	1.5	Conseiller	14 712	7 356	
Ronald Cross	1.6	Conseiller	11 210	5 605	
Véronique Danis	1.7	Conseiller	9 773	4 886	
Francine Fortin	1.8	Conseiller	12 591	6 295	
Laurent Fortin	1.9	Conseiller	15 744	7 871	
Neil Gagnon	1.10	Conseiller	11 741	5 871	
Gaetan Guidon	1.11	Conseiller	13 646	6 823	
Mario Langevin	1.12	Conseiller	10 589	5 291	
Steve Lefebvre	1.13	Conseiller	10 993	5 497	
Nicolas Malette	1.14	Conseiller	15 268	7 634	
Anne Potvin	1.15	Conseiller	10 663	5 333	
Carole Robert	1.16	Conseiller	10 485	5 242	
Cheryl Sage Christensen	1.17	Conseiller	11 763	5 882	
Julie Jolivette	1.18	Conseiller	10 173	5 087	

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	OUI	NON
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	250 000 \$
Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement		
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023	3	_____ \$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	4 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :		
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	5	_____ \$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	6	6 192 \$
Ligne 3 : Autres revenus	7	_____ \$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	8	_____ \$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	9	_____ \$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	10	_____ \$
Ligne 9 : Autres charges	11	_____ \$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	558 594 \$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	13	_____ \$
Ligne 14 : Débiteurs	14	_____ \$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15	198 724 \$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	16	_____ \$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	17	_____ \$
Ligne 20 : Revenus reportés	18	_____ \$
Ligne 21 : Dette à long terme	19	918 261 \$
Ligne 24 : Libres	20	558 594 \$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	21	_____ \$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	22	_____ \$
Montant des pardons de prêts constatés		
Solde cumulatif au début de l'exercice	23	759 881 \$
Constatés au cours de l'exercice	24	_____ \$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	25	759 881 \$

Les questions 5 à 12 s'appliquent aux municipalités seulement

La question 13 s'applique aux MRC et aux municipalités seulement

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

13. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26		\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27		\$
Ligne 3 : Autres revenus	28		\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29		\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30		\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31		\$
Ligne 9 : Autres charges	32		\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33	339 956	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34		\$
Ligne 14 : Débiteurs	35		\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36	100 000	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37		\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38		\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39		\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40	440 000	\$
Ligne 24 : Libres	41	339 956	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42		\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43		\$

14. La MRC a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une autre MRC, à une municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

91

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, présentez-vous le budget consolidé?

2

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

3. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

4 **Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.**

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

5

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

6

6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

7 **La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.****Les questions 8 et 9 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.**

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2024-06-18

Nom du signataire : claudé ann langevin

Fonction du signataire : Directrice des ressources financières

Date de transmission au Ministère : 2024-06-27

Date et heure de la dernière modification : 2024-06-27 09:57

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023		2022
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	13 493 021	13 931 486	11 608 237
Investissement	2		1 608 808	2 278 937
	3	13 493 021	15 540 294	13 887 174
Charges	4	12 884 767	13 139 341	11 146 790
Excédent (déficit) de l'exercice	5	608 254	2 400 953	2 740 384
Moins : revenus d'investissement	6 (	)	( 1 608 808)	(2 278 937)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	608 254	792 145	461 447
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8		939 742	905 073
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10 (	340 900)	(392 278)	(1 189 174)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	)	( )	( 13 251)
Excédent (déficit) accumulé	12	(267 354)	(631 788)	298 153
Autres éléments de conciliation	13			
	14	(608 254)	(84 324)	801
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15		707 821	462 248

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	9 008 175	5 467 751
Débiteurs	2	3 612 013	2 893 829
Placements de portefeuille	3		
Autres	4	1 647 375	1 645 935
	5	14 267 563	10 007 515
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6		
Dette à long terme	7	11 276 215	6 615 493
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8		
Autres	9	9 181 637	11 311 111
	10	20 457 852	17 926 604
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(6 190 289)	(7 919 089)
Actifs non financiers			
Immobilisations corporelles	12	14 656 744	13 964 179
Autres	13	44 805	65 217
	14	14 701 549	14 029 396
Excédent (déficit) accumulé	15	8 511 260	6 110 307

Extrait du rapport financier, page S8

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023**

		2023	2022
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	1 134 923	446 251
Excédent de fonctionnement affecté			
▪ Génie municipal	2.1		54 504
	3		54 504
Réserves financières			
▪	4.1		
Fonds réservés			
Fonds de roulement	5	109 779	53 265
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	6		
Fonds local d'investissement	7	1 209 692	997 915
Fonds local de solidarité	8	99 035	162 903
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	9	50 904	32 583
Autres			
▪ PAUPME et PAUFEU	10.1	1 026 133	515 262
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	11	(3 635 883)	(3 582 883)
Financement des investissements en cours	12		(4 423 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	13	8 516 677	11 853 507
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	14		
	15	8 511 260	6 110 307

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	11 276 215
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	11 276 215

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	6 978 146	4 665 624
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	4 298 069	1 949 869
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7		
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	11 276 215	6 615 493

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023		2022
		Budget	Réalizations	Réalizations
Fonctionnement				
Taxes	12			
Compensations tenant lieu de taxes	13			
Quotes-parts	14	5 602 596	5 571 994	4 982 143
Transferts	15	4 759 184	5 070 882	3 313 665
Services rendus	16	3 106 241	2 928 404	3 144 689
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17			
Autres	18	25 000	360 206	167 740
	19	13 493 021	13 931 486	11 608 237
Investissement				
Taxes	20			
Quotes-parts	21			
Transferts	22		1 608 808	2 278 937
Autres	23			
	24		1 608 808	2 278 937
	25	13 493 021	15 540 294	13 887 174

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalizations 2023			Réalizations 2022
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale	1	2 927 864	62 135	2 989 999	3 036 427
Sécurité publique					
Police	2				
Sécurité incendie	3	241 616		241 616	245 576
Autres	4	6 505	10 021	16 526	11 961
Transport					
Réseau routier	5				
Transport collectif	6	904 985		904 985	490 236
Autres	7	136 693		136 693	148 999
Hygiène du milieu					
Eau et égout	8	449 252	380 666	829 918	754 771
Matières résiduelles	9	3 069 372	286 731	3 356 103	2 863 263
Autres	10				
Santé et bien-être	11	426 355		426 355	408 622
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	12	366 187	47 149	413 336	364 810
Promotion et développement économique	13	2 814 276		2 814 276	2 089 907
Autres	14				
Loisirs et culture	15	356 362	153 040	509 402	439 225
Réseau d'électricité	16				
Frais de financement	17	500 132		500 132	292 993
Effet net des opérations de restructuration	18				
	19	12 199 599	939 742	13 139 341	11 146 790
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	939 742 (	939 742)		
	21	13 139 341		13 139 341	11 146 790

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		<u>2023</u>	<u>2022</u>
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	1 608 808	2 278 937
Éléments de conciliation à des fins fiscales			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	1 632 307)(	3 710 829)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	140 000)(	343 352)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	4 423 000	270 000
Affectations			
Activités de fonctionnement	5		13 251
Excédent accumulé	6	163 498	425 629
	7	2 814 191	(3 345 301)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	4 422 999	(1 066 364)

Extrait du rapport financier, page S14